

Association MISSION LOCALE ARC CHARENTE

Siège social : 41, rue de la Maladrerie, 16100 COGNAC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE ARC CHARENTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Tel que décrit dans l'annexe au paragraphe « Etat des échéances des créances », les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans l'annexe au paragraphe « Subventions », une note expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe sur les postes considérés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

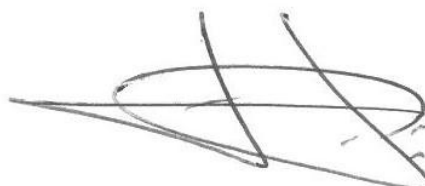
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A POITIERS, le 7 mai 2025

Le Commissaire aux comptes
SAS OUEST AQUITAINE AUDIT

Mikaël HUGONNET
Commissaire aux Comptes - Associé

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to read 'Mikaël Hugonnet'.

Mission Locale Arc Charente

41, rue de la Maladrerie
16100 COGNAC

Comptes Annuels

01.01.2024 - 31.12.2024

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
	Immobilisations incorporelles en cours	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	3 419	1 743	1 676	
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		3 419	1 743	1 676	
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	150 857	135 301	15 555	21 259
Actif circulant	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes	6 971		6 971	
	TOTAL		157 829	135 301	22 527	21 259
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	152		152	152
		Prêts				
	Immobilisations financières en cours	Autres	1 300		1 300	1 300
		TOTAL	1 452		1 452	1 452
Actif circulant	Total I		162 701	137 045	25 656	22 711
	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 064		6 064	5 794
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	243 821		243 821	350 112
	TOTAL		249 886		249 886	355 906
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	900 460		900 460	766 663
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		19 647		19 647	6 997
Actif circulant	Total II		1 169 993		1 169 993	1 129 567
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 332 695	137 045	1 195 650	1 152 279
	Renvois					
	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	169 448	169 448
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	493 887	483 406
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	3 009	10 480
	Situation nette (sous-total)	666 345	663 335
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 927	8 244
	Provisions réglementées		
Total I		669 273	671 580
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	147 775	132 561
Total III		147 775	132 561
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	6 971	9 665
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 038	42 618
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	302 008	295 853
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 583	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		378 601	348 138
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 195 650	1 152 279
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	16 814	6 400
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 023 944	2 025 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	56 585	41 723
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5	15
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 097 349	2 073 141
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	308 087	297 495
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	116 067	115 574
	Salaires et traitements	1 240 131	1 196 921
	Charges sociales	394 423	398 921
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 321	34 129
	Dotations aux provisions	15 213	31 867
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	9	8
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 088 255	2 074 918
1. Résultat d'exploitation (I-II)		9 093	-1 777

MISSION LOCALE ARC CHARENTE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 434	2 532
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 434	2 532
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	26	133
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	26	133
2. Résultat financier (III-IV)		2 407	2 398
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		11 501	621
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 366	189 14 253
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	5 366	14 442
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	13 858	1 449 3 133
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	13 858	4 582
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-8 491	9 859
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 105 150	2 090 115
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 102 140	2 079 634
EXCÉDENT OU DÉFICIT		3 009	10 480
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		4 027	4 771
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		4 027	4 771
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		4 027	4 771
		4 027	4 771



1 **Objet social**

La Mission Locale Arc Charente a pour objet, en étroite collaboration avec les différents partenaires (services de l'Etat, collectivités territoriales, partenaires socio-économiques et sociaux) d'apporter son concours à la définition des orientations et à la mise en œuvre de toutes actions à caractère d'insertion professionnelle et sociale en direction des jeunes âgés de 16 à 30 ans.

Pour aider les jeunes, à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, l'Association :

- Assure des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.
- Favorise la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions conduites par ceux-ci,
- Développe une politique de relations et de services aux employeurs, de nature à favoriser la qualification et l'intégration durable,
- Contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans son territoire, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Elle pourra s'appuyer sur l'expertise de groupes de travail initiés par l'Association,
- Propose aux collectivités une gamme de services, susceptibles de prendre en compte la spécificité des besoins des jeunes et des attentes des acteurs.

L'Association intervient sur le territoire des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ci-dessous listés :

- Communauté d'Agglomération du Grand Cognac
- Communauté de Communes Charente Limousine
- Communauté de Communes 4B – Sud Charente
- Communauté de Communes Lavalette Tude Dronne
- Communauté de Communes Rouillacais
- Communauté de Commune Cœur de Charente
- Communauté de Commune Val de Charente

L'Association pourra mener des actions dépassant sa zone d'intervention.



2 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

3 Principes et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

3.2 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.3 Changement de méthode d'évaluation et de Présentation comptable

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4 Informations relatives aux postes du bilan

4.1 Actif immobilisé

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	1 152	2 268	-	-	3 420
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	37 823	-	-	-	37 823
	Mat bur., informatique, mobilier	109 144	8 026	4 136	-	113 034
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	6 972	-	-	6 972
	Total III	146 966	14 998	4 136	-	157 829
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	153	-	-	-	153
	Prêts et autres immo. financières	1 300	-	-	-	1 300
	Total IV	1 453	-	-	-	1 453
Total général		149 571	17 266	4 136	-	162 701

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	1 152	592	-	1 744
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	37 823	-	-	37 823
	Mat bur., informatique, mobilier	87 884	13 730	4 136	97 479
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		125 707	13 730	4 136	135 301
Total général		126 859	14 322	4 136	137 045

4.1.3 Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3.1 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 4 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

4.2 Actif circulant

4.2.1 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	6 065	6 065	
	Autres	243 821	243 821	
Charges constatées d'avance		19 648	19 648	
TOTAL		251 339	251 339	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.2.1.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 19 648€ et sont relatives à l'exploitation.



4.3 Passif

4.3.1 Fonds associatifs

4.3.1.1 Fonds propres

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	169 448			169 448
Écarts de réévaluation				
Réserves				

4.3.1.2 Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'association (acquis à l'organisme : Fonds Propres)		493 887
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		
- À l'exercice		
- Aux exercices ultérieurs		
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Solde		493 887

4.3.2 Provisions et fonds dédiés

4.3.2.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	132 562	15 214		147 776
TOTAL	132 562	15 214		147 776

4.3.2.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	147 776		147 776
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

La valeur retenue pour les principales hypothèses actuarielles est la suivante à la date de clôture :

- Taux d'actualisation : 3.40%
- Turnover : statistiques propres de sortie
- Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles

4.3.2.3 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

4.4 Etat des échéances des dettes à la clôture

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	6 972	6 972		
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		68 038	68 038		
Dettes fiscales et sociales		302 008	302 008		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		1 583	1 583		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		378 601	378 601		

4.4.1.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

Au 31/12/2024, pas de produit constaté d'avance.



4.5 Compte de résultat

4.5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation :

Ressources propres (cotisations, prestations de services, ...)	16 814€
Subventions	2 023 944€
Transferts de charges – remboursement de formation	4 430€
Transferts de charges – indemnités journalières	48 528
Transferts de charges – de personnel	500€
Transferts de charge d'exploitation	3 128€
Total	2 097 344€

4.5.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.



Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit au fur et à mesure de leur encaissement et feront l'objet d'une analyse au regard des dépenses engagées par rapport au budget d'attribution de l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

	31/12/2024	31/12/2023
Etat - convention pluriannuelle d'objectifs	1 347 442	1 352 292
Etat - parrainage	7 930	15 250
Etat - politique de la ville	4 500	5 000
Région Nouvelle Aquitaine - accord cadre	203 353	203 353
ARS - un mois pour moi	45 000	30 000
Département - BRSA	50 000	50 000
Secrétariat du fonds d'aide aux jeunes	3 590	1 990
Communautés de communes	229 877	209 912
Dispositif 100 chances 100 emplois	0	5 000
Fondations	0	7 560
Pôle emploi	119 830	116 877
Aide à l'embauche (CUI)	1 500	22 168
Taxe apprentissage reçue	10 922	5 599
Total	2 023 944	2 025 001

4.5.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est composé des éléments suivants :

QP subventions virées au compte de résultat	5 317€
Plus-value sur la cession d'éléments d'actif	50€
Régularisations diverses	-13 858€
Résultat exceptionnel	-8 492€

4.5.4 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	6 600	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	6 600	

5 Autres informations

5.1.1 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
ETP	32	
TOTAL	32	

5.1.2 Bénévolat

Le nombre d'heure de bénévolat au 31/12/2024 s'élève à 339 heures.

Elles ont été valorisées au taux horaire du SMIC au 31/12/2024 soit 11.88€ de l'heure.

5.1.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

Pas de contrat en crédit-bail au 31/12/2024.

